

Classification	Cours	Minimum d'heures		
		1 ^{re} a.é.	2 ^e a.é.	
			Confection modelage	
CT+PP	Dessin professionnel	2	2	2
CT+PP	Formation professionnelle	10	11	11
CT+PP	Pratique de la machine	10	10	10

2.2. Cours à option.

Première année d'études : 8 heures.

Deuxième année d'études : 8 heures.

Cette partie peut être complétée par un ou plusieurs cours aux choix parmi les cours suivants :

- cours généraux;
- cours spéciaux;
- cours techniques et pratique professionnelle (si les stages sont organisés, ils sont toujours classés comme CT + PP),

étant entendu cependant que les grilles horaires hebdomadaires des établissements officiels et des établissements pluralistes doivent toujours comprendre au moins deux heures de religion et/ou de morale non confessionnelle. Dans ce cas, pour ces établissements, le cours CG Communication est supprimé dans les grilles horaires de synthèse et le nombre d'heures pour le cours CG néerlandais est ramené de 2 heures à 1 heure.

Vu pour être annexé à l'arrêté ministériel relatif aux modalités d'approbation des grilles horaires de l'enseignement secondaire professionnelle complémentaire.

Bruxelles, le 7 août 1991.

Le Ministre communautaire de l'Enseignement,
D. COENS

COMMUNAUTE FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTERE DE L'EDUCATION, DE LA RECHERCHE ET DE LA FORMATION

F. 91 — 2500

30 AVRIL 1991. — Arrêté de l'Exécutif de la Communauté française fixant l'organisation de la direction d'administration des bâtiments scolaires de la Communauté française et portant délégation de pouvoir à certains fonctionnaires et agents de la direction générale de l'organisation des études, de l'enseignement de promotion sociale et des bâtiments scolaires de la Communauté française

L'Exécutif de la Communauté française,

Vu la loi du 14 juillet 1976 relative aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu le décret du 5 février 1990 relatif aux bâtiments scolaires de l'enseignement non universitaire organisé ou subventionné par la Communauté française;

Vu l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services modifié par les arrêtés royaux des 28 mai 1979, 4 février 1980, 20 août 1981, 30 mars 1983 et 19 août 1985;

Vu l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations de pouvoir en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Communauté française du 5 février 1990 portant délégations de compétences en matière de bâtiments destinés à l'enseignement;

Vu l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services, modifié par l'arrêté ministériel du 16 décembre 1980 et l'arrêté ministériel du 8 octobre 1985;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 12 avril 1991,

Arrête :

CHAPITRE Ier. — Fonctionnement

Article 1er. La direction d'administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française de la direction générale de l'Organisation des Etudes, de l'Enseignement de Promotion sociale et des Bâtiments scolaires de la Communauté française comprend notamment cinq services extérieurs dénommés :

- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Bruxelles;
- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Namur;
- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Arlon;
- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Mons;
- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Liège;

Art. 2. La compétence territoriale des cinq services provinciaux s'exerce dans les limites territoriales de la province où chacun d'eux siège, sauf en ce qui concerne le service provincial de Liège, dont la compétence s'étend également aux établissements belges dont la langue d'enseignement est le français, situés sur le territoire de la République Fédérale d'Allemagne.

Art. 3. La direction d'administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française est placée sous l'autorité directe de l'Administrateur général, fonctionnaire dirigeant de la direction générale de l'Organisation des Etudes, de l'Enseignement de Promotion sociale et des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

CHAPITRE II. — Des marchés

Section A. — Dispositions générales

Art. 4. Les pouvoirs délégués par les articles 6 à 13 du présent arrêté sont soumis aux restrictions suivantes :

§ 1. Les marchés doivent être conclus sur base d'une adjudication ou d'un appel d'offres, le choix d'une autre procédure de marché étant réservé au Ministre.

Cette disposition ne concerne pas les travaux d'entretien et d'aménagement d'un montant inférieur à 1 250 000 F (T.V.A. non comprise) ni les marchés de fournitures et de services d'un montant inférieur à 1 250 000 F (T.V.A. non comprise).

§ 2. Lorsqu'il s'agit d'investissements supérieurs à 750 000 F (T.V.A. non comprise), les travaux concernés doivent faire l'objet d'une autorisation du Ministre ayant délégation pour les décisions relatives aux bâtiments de l'enseignement organisé par la Communauté française.

Art. 5. Ces délégations ne valent que dans le cadre et les limites des dispositions de la loi du 14 juillet 1978 sur les marchés publics de travaux, de fournitures et de services et de ses arrêtés d'application.

Section B. — Opérations préliminaires à la passation des marchés

Art. 6. Les chefs des services provinciaux, chacun en ce qui le concerne, ont pouvoir :

1° de négocier des marchés en vue de l'utilisation des services de personnes privées, physiques ou morales, dont le concours s'avère nécessaire pour l'élaboration des plans et des documents relatifs aux marchés et à leur exécution.

Le choix de ces personnes et l'approbation des conventions appartiennent au Ministre;

2° d'approuver les cahiers spéciaux des charges ou les documents en tenant lieux;

3° d'approuver les plans annexés aux cahiers des charges, quel que soit le montant du marché;

4° d'engager la procédure du marché;

5° de déroger par les cahiers spéciaux des charges, en tout ou partie, aux clauses contractuelles, administratives et techniques du cahier général des charges (arrêté ministériel du 10 août 1977); ces dérogations ne peuvent cependant être opérées que dans les limites, conditions et formes fixées par la législation sur les marchés publics de travaux;

6° de prévoir l'octroi d'avances par application de l'article 10 de l'arrêté royal du 22 avril 1977 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et d'imposer le contrôle des prix, visés par l'article 7 du même arrêté.

Section C. — Approbation des marchés

Art. 7. Les chefs des services provinciaux, chacun en ce qui le concerne, ont pouvoir de conclure des marchés jusqu'aux montants de :

3 000 000 F (T.V.A. non comprise) pour les marchés passés par adjudication publique ou appel d'offres général;

1 500 000 F (T.V.A. non comprise) pour les marchés passés par adjudication restreinte ou appel d'offres restreint;

: 250 000 F (T.V.A. non comprise) pour les marchés passés de gré à gré;

L'Administrateur général a pouvoir de conclure des marchés jusqu'au montant de :

5 000 000 F (T.V.A. non comprise) pour les marchés passés par adjudication publique ou appel d'offres général;

3 000 000 F (T.V.A. non comprise) pour les marchés passés par adjudication restreinte ou appel d'offres restreint;

1 000 000 F (T.V.A. non comprise) pour les marchés passés par gré à gré.

Cela implique :

a) l'approbation de la soumission régulière la plus basse ou de l'offre régulière la plus intéressante;

b) l'approbation de l'offre reconnue la plus basse ou la plus intéressante après annulation des offres moins disantes présentant un caractère d'irrégularité (article 25 de l'arrêté royal du 22 avril 1977).

Le pouvoir d'annulation d'une offre, sur base de l'arrêté royal du 22 avril 1977, article 25, peut être exercé dans les mêmes conditions que pour l'approbation, suivant le cas :

a) d'office, si l'offre est frappée de nullité par la seule inobservation des obligations prévues par les dispositions des articles 14 et suivants de la section 2 de l'arrêté royal du 22 avril 1977;

b) sous réserve pour les chefs des services provinciaux de l'avis conforme de l'administrateur général lorsque la régularité de l'offre à approuver est susceptible d'être contestée sur une autre base que celle visée au littéra précédent.

Suivant les montants cités ci-avant les chefs des services provinciaux, chacun en ce qui le concerne ou l'administrateur général, ont pouvoir :

1. dans les mêmes conditions que pour une offre, de ne pas attribuer le marché et de recommencer la même procédure;

2. de ne pas attribuer le marché et de recommencer la même procédure ou une autre lorsque l'estimation ne dépasse pas 750 000 F (T.V.A. non comprise) pour les marchés de travaux et 500 000 F (T.V.A. non comprise) pour les marchés de fournitures et de services;

3. d'appliquer, s'il échet, l'une des solutions offertes par l'art. 36, § 1er de l'arrêté royal du 22 avril 1977, lorsque le délai d'approbation de l'offre est expiré et après consultation de l'adjudicataire.

Section D. — Exécution des marchés

Art. 8. Les chefs des services provinciaux sont compétents pour exécuter les marchés, appliquer les clauses contractuelles, approuver les états et décomptes résultant de ces clauses (articles 13, 15, § 1er, 2 et 3 et 24, § 2 de l'arrêté ministériel du 10 août 1977 établissant le cahier général des charges des marchés publics de travaux, de fournitures et de services) ainsi que tout décompte de travaux en plus ou en moins, dressé en application des dispositions des articles 42 et 44, § 1er du même arrêté pour autant que les montants cumulés des travaux en plus y figurant ne dépassent pas 15 % du montant de l'adjudication et un maximum de 5 000 000 F (T.V.A. non comprise).

Art. 9. Délégation est donnée aux chefs des services provinciaux pour :

- approuver les certificats de paiement, soit à titre d'acomptes, soit pour solde, sur le vu des procès-verbaux de réceptions provisoires partielles ou de dernière réception provisoire dressés par les fonctionnaires dirigeants;
- autoriser le remboursement de la tranche libérable du cautionnement sur le vu des procès-verbaux de réception provisoire et de réception définitive dressés par les fonctionnaires dirigeants;
- accorder par décision motivée les prolongations de délai résultant de l'application des clauses contractuelles, y compris les décomptes;
- accorder par décision motivée les prolongations de délai pouvant découler d'une décision d'ordre général admettant le principe de ces prolongations;
- accorder par décision motivée pour les marchés inférieurs à 5 000 000 F les prolongations de délai résultant du fait de l'administration ou de la survenance de circonstances que le cocontractant ne pouvait éviter et aux conséquences desquelles il ne pouvait obvier, malgré qu'il ait fait toutes les diligences nécessaires;
- appliquer les mesures d'office au contractant (art. 43), § 2, 48 et 66 de l'arrêté ministériel du 10 août 1977), quel que soit le montant du marché; le choix de la procédure, en cas de recours à un marché pour compte avec un tiers, reste subordonné aux délégations sub section A, articles 1 et 2;
- remettre les amendes pour un montant qui n'excède pas 500 000 F, quel que soit le montant du marché;
- déroger aux clauses et conditions d'un marché dont le montant n'excède pas 750 000 F (article 4 de l'arrêté royal du 13 décembre 1977 relatif aux délégations en matière de passation et d'exécution des marchés publics de travaux, de fournitures et de services) et 500 000 F pour les marchés de fournitures.

Art. 10. Les chefs des services provinciaux sont compétents pour désigner les fonctionnaires dirigeants sur proposition du fonctionnaire responsable des services techniques, conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 10 août 1977, lesquels sont revêtus, par cette désignation, de toutes les compétences attachées à cette fonction, sans préjudice des dispositions prévues, supra, chapitre Ier.

Section E. — Travaux à charge d'autres crédits

Art. 11. Les dispositions du chapitre Ier sont applicables, dans les limites des crédits attribués :

- aux marchés relatifs à l'hébergement des établissements, internats et CPMS créés ou à créer, en vertu des lois linguistiques;
- aux marchés et contrats d'entretien et de régulation des installations thermiques des bâtiments scolaires de la Communauté française ou relatifs à la gestion desdits contrats.

Section F. — Marchés afférents au fonctionnement de la Direction d'administration des Bâtiments scolaires

Art. 12. Sans préjudice des dispositions prévues, supra, chapitre Ier, l'administrateur général et les chefs des services provinciaux, chacun en ce qui le concerne, ont pouvoir de conclure, ainsi que d'approuver et d'exécuter les marchés de travaux, de fournitures et de services et les dépenses de travaux, de fournitures et de services et les dépenses nécessaires au fonctionnement de la direction d'administration des bâtiments scolaires de la Communauté française dans les limites du budget qui leur est attribué annuellement. Toutefois, en ce qui concerne les dépenses patrimoniales, la limite est de 50 000 F.

Un rapport trimestriel sera transmis au Ministre sur les dépenses effectuées.

CHAPITRE III. — Dispositions relatives aux autres conventions

Section A. — Raccordement aux réseaux de distribution

Art. 13. En ce qui concerne le raccordement de nouvelles installations aux réseaux de distribution d'électricité, de gaz et d'eau, les chefs des services provinciaux ont pouvoir de passer les conventions particulières avec les fournisseurs, sur base de l'article 17, § 2, 12° de la loi du 14 juillet 1978, et ce jusqu'à un montant de 1 250 000 F (T.V.A. non comprise).

Section B. — Acquisitions. Aliénations

Art. 14. L'Administrateur général et les Chefs des services provinciaux peuvent, chacun en ce qui le concerne :

- 1° réaliser les acquisitions immobilières décidées par le Ministre;
- 2° procéder à la vente des immeubles et des meubles, propriété de la Communauté française, sous réserve de l'accord préalable du Ministre.

Section C. — Locations

Art. 15. L'Administrateur général et les chefs des services provinciaux :

- peuvent négocier et approuver toutes conventions de prise en location d'immeubles ainsi que leurs avenants sauf celles d'un loyer annuel supérieur à 200 000 F, subordonnées à l'accord de principe préalable du Ministre;
- approuver les conventions réglant les indemnités pour dommages locatifs, jusqu'à un montant de 100 000 F;
- négocier la mise en location autorisée par le Ministre de biens gérés par la direction d'administration des Bâtiments scolaires de la Communauté française.

CHAPITRE IV. — Dispositions particulières

Art. 16. Délégation est donnée au Directeur général des Personnels, des Statuts, de l'Organisation administrative et de l'Enseignement spécial du Ministère de l'Éducation, de la Recherche et de la Formation, pour approuver les états de liquidation des traitements et des dépenses accessoires auxdits traitements.

Art. 17. L'Administrateur général est habilité à répondre aux observations de la Cour des Comptes et à signer le courrier y afférent.

Toutefois, l'Administrateur général transmettra au Ministre des observations de la Cour et de la suite donnée par l'Administration.

CHAPITRE V. — Transactions

Art. 18. L'Administrateur général peut, en toutes matières, transiger et approuver les débours qui en sont la conséquence, pour autant que la dépense ne soit pas supérieure à 100 000 F.

CHAPITRE VI. — *Disposition d'ordre général*

Art. 19. En cas d'absence de l'Administrateur général de la direction générale de l'Organisation des Etudes, de l'Enseignement de Promotion sociale et des Bâtiments scolaires de la Communauté française, ses responsabilités sont assumées par le Directeur d'administration des Bâtiments scolaires ou par le fonctionnaire des services centraux du rang immédiatement inférieur et, à rang égal, par le plus ancien dans le grade.

En cas d'absence du chef du service provincial, ses responsabilités sont assumées par le fonctionnaire du rang immédiatement inférieur et, à rang égal, par le plus ancien dans le grade.

Art. 20. Pour les matières qui entrent dans la compétence résultant de leur affectation, les fonctionnaires du niveau 1 peuvent signer la correspondance courante et certifier conforme tout document.

Art. 21. Une copie du présent arrêté est adressé à la Cour des Comptes pour information.

Art. 22. Le présent arrêté entre en vigueur le 1er mai 1991.

CHAPITRE VII. — *Disposition abrogatoire*

Art. 23. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 29 janvier 1986 ainsi que toutes dispositions contraires au présent arrêté sont abrogées à la date du 1er mai 1991.

Bruxelles, le 30 avril 1991.

Pour l'Exécutif de la Communauté française :

Le Ministre de l'Education et de la Recherche scientifique,

Y. YLIEFF

VERTALING

MINISTERIE VAN ONDERWIJS, ONDERZOEK EN VORMING

N. 91 — 2500

30 APRIL 1991. — Besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap tot inrichting van de bestuursdirectie schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap en houdende overdracht van bevoegdheid aan bepaalde ambtenaren en personeelsleden van de algemene directie organisatie van het onderwijs, onderwijs voor sociale promotie en schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap

De Executieve van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de wet van 14 juli 1976 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het decreet van 5 februari 1990 betreffende de schoolgebouwen van het niet-universitair onderwijs georganiseerd of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 28 mei 1979, 4 februari 1980, 20 augustus 1981, 30 maart 1983 en 19 augustus 1985;

Gelet op het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overgedragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten vooraanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op het besluit van de Executieve van de Franse Gemeenschap van 5 februari 1990 houdende delegatie van bevoegdheden inzake gebouwen bestemd voor het onderwijs;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten, gewijzigd bij het ministerieel besluit van 8 oktober 1985,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Werking*

Artikel 1. De bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap van de algemene directie Organisatie van het Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, omvat vijf buitendiensten, genaamd :

- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Bruxelles;
- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Namur;
- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Arlon;
- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Mons;
- Service provincial des Bâtiments scolaires de la Communauté française, Liège;

Art. 2. De territoriale bevoegdheid van elk van de vijf provinciale diensten wordt binnen de territoriale perken van de provincie waar hij gevestigd is, uitgeoefend, behalve voor de provinciale dienst Luik, waarvan de bevoegdheid zich eveneens uitstrekt tot de Belgische inrichtingen waarvan de onderwijstaal het Frans is, die op het grondgebied van de Bondsrepubliek Duitsland gevestigd zijn.

Art. 3. De bestuursdirectie Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap ressorteert onder het rechtstreeks gezag van de Administrateur-generaal, leidend ambtenaar van de algemene directie Organisatie van het Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK II. — *Overheidsopdrachten*Afdeling A. — *Algemene bepalingen*

Art. 4. De bij de artikelen 6 tot en met 13 van dit besluit overgedragen bevoegdheid wordt aan volgende beperkingen onderworpen :

- 1. De overheidsopdrachten moeten gesloten worden op grond van een aanbesteding of van een offerteaanvraag; een andere procedure inzake overheidsopdrachten kan alleen door de Minister gekozen worden.

Deze bepaling heeft geen betrekking op de onderhouds- en inrichtingswerken waarvan het bedrag lager dan 1 250 000 F is (BTW niet inbegrepen), en evenmin op de opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten waarvan het bedrag lager is dan 1 250 000 F. (BTW niet inbegrepen).

* 2. Wanneer het investeringen betreft voor een bedrag van meer dan 750 000 F (BTW niet inbegrepen), moeten bedoelde werken het voorwerp zijn van een machtiging van de Minister die delegatie heeft gekregen voor de beslissingen aangaande de gebouwen van het door de Franse Gemeenschap georganiseerde onderwijs.

Art. 5. Deze overdrachten gelden slechts in het raam en binnen de perken van de bepalingen van de wet van 14 juli 1978 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en van de uitvoeringsbesluiten ervan.

Afdeling B. — Verrichtingen die het sluiten van overeenkomsten voorafgaan

Art. 6. De hoofden van de provinciale diensten, elk wat hem betreft, hebben de bevoegdheid om :

* 1. over opdrachten te onderhandelen met het oog op het gebruik van de diensten van privé, natuurlijke of rechtspersonen, wier medewerking nodig blijkt voor het uitwerken van plans en documenten betreffende de opdrachten en de uitvoering ervan.

De keuze van die personen en de goedkeuring van de overeenkomsten behoren toe aan de Minister;

* 2. de bijzondere lastenkohiers of de documenten die ze vervangen goed te keuren;

* 3. de bij de lastenkohiers gevoegde plans, ongeacht het bedrag van de opdracht, goed te keuren;

* 4. de procedure voor de opdracht vast te leggen;

* 5. langs de bijzondere lastenkohiers om, geheel of gedeeltelijk van de contractuele, administratieve en technische bepalingen van de algemene aannemingsvoorwaarden (ministerieel besluit van 10 augustus 1977) af te wijken; deze afwijkingen kunnen slechts binnen de perken, onder de voorwaarden en in de vorm gebeuren die door de wetgeving op de overheidsopdrachten voor aanneming van werken worden vastgesteld;

* 6. in het toekennen van voorschotten te voorzien bij toepassing van artikel 10 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten, en de controle over de bij artikel 7 van hetzelfde besluit bedoelde prijzen op te leggen.

Afdeling C. — Goedkeuring van de opdrachten

Art. 7. De hoofden van de provinciale diensten zijn bevoegd om opdrachten te sluiten tot het bedrag van : 3 000 000 F (BTW niet inbegrepen) voor de opdrachten gegund door openbare aanbesteding of algemene offerteaanvraag; 1 500 000 F (BTW niet inbegrepen) voor de opdrachten gegund via een beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag; 2 500 000 F (BTW niet inbegrepen) voor onderhandse overeenkomsten.

De Administrateur-generaal is bevoegd om opdrachten te gunnen tot het bedrag van : 5 000 000 F (BTW niet inbegrepen) voor de overeenkomsten gesloten na een beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag; 3 000 000 F (BTW niet inbegrepen) voor de overeenkomsten gesloten na een beperkte aanbesteding of beperkte offerteaanvraag; 1 000 000 F (BTW niet inbegrepen) voor onderhandse overeenkomsten.

Dit brengt met zich :

a) de goedkeuring van de laagste of van de voordeligste regelmatige inschrijving of offerte.

b) de goedkeuring van de ais de laagste of voordeligste erkende offerte na nietigverklaring van de laagste offerten die een onregelmatig karakter (artikel 25 van het koninklijk besluit van 22 april 1977) vertonen.

De bevoegdheid tot nietigverklaring van een offerte, op grond van het koninklijk besluit van 22 april 1977, artikel 25, kan onder dezelfde voorwaarden als voor de goedkeuring, volgens het geval, worden uitgeoefend :

a) van ambtswege indien de offerte nietig verklaard wordt wegens niet-inachtneming van de bij de artikelen 14 en volgende van afdeling 2 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 bedoelde verplichtingen;

b) onder voorbehoud, voor de hoofden van de provinciale diensten, van het eensluidend advies van de Administrateur-generaal wanneer de regelmatigheid van de goed te keuren offerte vatbaar is voor betwisting op een andere grond dan die bedoeld in het voorgaande lid.

Voglens bovenvermelde bedragen hebben de hoofden van de provinciale diensten, elk wat hem betreft, of de Administrateur-generaal, de bevoegdheid om :

1. onder dezelfde voorwaarden als voor een offerte, de opdracht niet te gunnen en de procedure over te doen;

2. de opdracht niet te gunnen en de procedure over te doen of een andere procedure in te stellen wanneer de raming 750 000 F (BTW niet inbegrepen) voor de opdrachten voor aanneming van werken en 500 000 F (BTW niet inbegrepen) voor de opdrachten voor aanneming van leveringen en diensten niet overschrijdt;

3. en, zo het geval zich voordoet, één van de ingevolge artikel 38, § 1 van het koninklijk besluit van 22 april 1977 mogelijke oplossingen toe te passen wanneer de goedkeuringstermijn verstreken is en na raadpleging van de aannemer.

Afdeling D. — Uitvoering van de opdrachten

Art. 8. De hoofden van de provinciale diensten zijn bevoegd om de opdrachten uit te voeren, de contractuele clausules toe te passen, de staten en afrekeningen ingevolge die clausules (artikelen 13, 15, §§ 1, 2, 3 en 24, § 2 van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977 houdende vaststelling van de algemene aannemingsvoorwaarden voor de overheidsopdrachten van werken, leveringen en diensten), goed te keuren, alsook elke afrekening voor werken meer of minder, opgemaakt bij toepassing van de artikelen 42 en 44, § 1, van hetzelfde besluit voor zover de gecumuleerde bedragen van de werken meer, die er voorkomen, geen 15 % overschrijden van het aanbestedingsbedrag met een maximum van 500 000 F (BTW niet inbegrepen).

Art. 9. Overdracht van bevoegdheid wordt de hoofden van de provinciale diensten verleend om :

— De betalingscertificaten goed te keuren, ofwel bij wijze van voorschotten, ofwel ter afrekening, na inzage van de processenverbaal van gedeeltelijke voorlopige keuring, opgemaakt door de leidende ambtenaren;

— De terugbetaling toe te laten van het vrij te maken gedeelte van de borgtocht, na inzage van de processenverbaal van voorlopige keuring en van definitieve keuring, opgemaakt door de leidende ambtenaren;

— De termijnverleningen voortkomend uit de toepassing van de contractuele clausules, met inbegrip van de afrekeningen, bij met redenen omklede beslissing toe te staan;

— Bij met redenen omklede beslissing de termijnverleningen toe te staan die kunnen voortvloeien uit een beslissing van algemene aard die het beginsel van die verlenging aanvaardt;

— Bij met redenen omklede beslissing voor de opdrachten van minder dan 5 000 000 F de termijnverlenging toe te staan die aangevraagd wordt wegens een verjaring van de administratie of wegens onverwachte omstandigheden die de medecontractant niet kon vermijden en waarvan hij de gevolgen niet kon verhelpen alhoewel hij hiervoor al de nodige maatregelen had getroffen;

— De maatregelen van ambtswege op de medecontractant toe te passen (art. 43, § 2, 48 en 66 van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977) ongeacht het bedrag van de opdracht; de keuze van de procedure, in geval van opdracht voor rekening van een derde, blijft aan de overdracht van bevoegdheid sub afdeling A, artikelen 1 en 2 onderworpen;

— De geldboetes kwijt te schelden tot een maximum van 500 000 F, ongeacht het bedrag van de opdracht;

— Af te wijken van de clausules en voorwaarden van een opdracht waarvan het bedrag 750 000 F niet overschrijdt (artikel 4 van het koninklijk besluit van 13 december 1977 betreffende het overdragen van bevoegdheid inzake de gunning en de uitvoering van de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten) en 500 000 F, voor opdrachten voor aanneming van leveringen, niet overschrijdt.

Art. 10. De hoofden van provinciale diensten zijn bevoegd om de leidende ambtenaren aan te wijzen op voorstel van de voor de technische diensten verantwoordelijke ambtenaar, overeenkomstig artikel 2 van het ministerieel besluit van 10 augustus 1977; deze aanwijzing geeft aan die ambtenaren alle bevoegdheden verbonden aan dat ambt, onverminderd de bepalingen van hoofdstuk I hierboven.

Afdeling E. — Werken ten laste van andere kredieten

Art. 11. De bepalingen van hoofdstuk I zijn toepassing binnen de perken van de kredieten verleend voor :

— de opdrachten betreffende de huisvesting van de inrichtingen, internaten en CPIS, opgericht of op te richten ingevolge de taalwetten;

— de opdrachten en overeenkomsten voor onderhoud en regeling van de verwarmingsinstallaties van de schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap of in verband met het beheer van bedoelde overeenkomsten.

Afdeling F. — Opdrachten in verband met de werking van Bestuursdirectie van de Schoolgebouwen

Art. 12. Onverminderd de bovenstaande bepalingen van hoofdstuk I, zijn de Administrateur-generaal en de hoofden van de provinciale diensten, elk wat hem betreft, bevoegd om de overeenkomsten voor aanneming van werken, leveringen en diensten te sluiten, alsook de uitgaven voor de werking van de Bestuursdirectie van de Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap goed te keuren en uit te voeren binnen de perken van de begroting die hun jaarlijks wordt toegekend.

De grens wordt echter vastgesteld op 50 000 F voor de patrimoniumuitgaven.

Een driemaandelijk verslag zal aan de Minister worden overgemaakt omtrent de gedane uitgaven.

HOOFDSTUK III. — Bepalingen betreffende de andere overeenkomsten

Afdeling A. — Aansluiting op de distributienetten

Art. 13. In verband met de aansluiting van nieuwe installaties op de elektriciteits-, gas- en waterleidingsnetten zijn de hoofden van de provinciale diensten bevoegd om bijzondere overeenkomsten te sluiten met de leveranciers, op grond van artikel 17, § 12 van de wet van 14 juli 1978 en tot een bedrag van 1 250 000 F (BTW niet inbegrepen).

Afdeling B. — Aankopen. — Vervreemdingen

Art. 14. De Administrateur-generaal en de hoofden van de provinciale diensten mogen elk wat hem betreft :

1. de door de Minister bestelde aankopen van onroerende goederen uitvoeren;

2. tot de verkoop van onroerende goederen, eigendom van de Franse Gemeenschap overgaan, onder voorbehoud van voorafgaande toestemming van de Minister.

Afdeling C. — Huur

Art. 15. De Administrateur-generaal en de hoofden van de provinciale diensten :

— mogen onderhandelen en overeenkomsten goedkeuren over de huur van gebouwen, alsmede de aanhangsels ervan, behalve wanneer de jaarlijkse huurprijs hoger is dan 200 000 F, afhankelijk van het voorafgaande principiële akkoord van de Minister;

— mogen de overeenkomsten goedkeuren tot regeling van de vergoedingen voor huurschade ten bedrage van 100 000 F;

— mogen onderhandelen over de door de Minister toegelaten verhuring van goederen beheerd door de bestuursdirectie van de Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap.

HOOFDSTUK IV. — Bijzondere bepalingen

Art. 16. Aan de Directeur-generaal van het Personeel, de Statuten, de Administratieve Organisatie en het Buitengewoon Onderwijs bij het Ministerie van Onderwijs, Onderzoek en Vorming wordt delegatie om de vereffeningstaten van de wedden en van de daarbij horende uitgaven goed te keuren.

Art. 17. De Administrateur-generaal is gemachtigd om de opmerkingen van het Rekenhof te antwoorden en om de briefwisseling hieromtrent te ondertekenen.

De Administrateur-generaal moet de Minister een afschrift van de opmerkingen van het Rekenhof verzenden, alsmede van het gevolg dat hieraan door het Bestuur gegeven is.

HOOFDSTUK V. — Dadingen

Art. 18. De Administrateur-generaal mag in alle aangelegenheden dadingen aangaan en de voorschotten goedkeuren die eruit voortvloeien, voor zover de uitgave niet hoger is dan 100 000 F.

HOOFDSTUK VI. — Algemene bepalingen

Art. 19. Bij afwezigheid van de Administrateur-generaal van de algemene directie Organisatie van het Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie en Schoolgebouwen van de Franse Gemeenschap, worden zijn bevoegdheden waargenomen door de Bestuursdirecteur van de Schoolgebouwen of door de ambtenaar van de centrale diensten met de onmiddellijke lagere rang en bij gelijke rang, door de oudste in graad.

Bij afwezigheid van het hoofd van de provinciale dienst worden zijn bevoegdheden waargenomen door de ambtenaar met de onmiddellijke lagere rang en, bij gelijke rang, door de oudste in graad.

Art. 20. Voor de aangelegenheden waarvoor hun dienstaanwijzing ze bevoegd maakt, mogen de ambtenaren van niveau 1 de lopende briefwisseling ondertekenen en elk document eensluidend verklaren.

Art. 21. Een afschrift van dit besluit wordt ter kennisgeving aan het Rekenhof overgezonden.

Art. 22. Dit besluit treedt in werking met ingang van 1 mei 1991.

HOOFDSTUK VII. — *Opheffingsbepaling*

Art. 23. De bepalingen van het ministerieel besluit van 29 januari alsmede alle bepalingen in strijd met dit besluit worden met ingang van 1 mei 1991 opgeheven.

Brussel, 30 april 1991.

Vanwege de Executieve van de Franse Gemeenschap :
De Minister van Onderwijs en Wetenschappelijk Onderzoek,
Y. YLIEFF

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALSE GEWEST

MINISTERE DE LA REGION WALLONNE

F. 91 — 2501

[C — 27418]

4 JUILLET 1991. — Décret modifiant le décret du 5 juillet 1985 relatif aux déchets (1)

Le Conseil régional wallon a adopté et Nous, Exécutif, sanctionnons ce qui suit :

Article 1er. A l'article 3 du décret de la Région wallonne du 5 juillet 1985 relatif aux déchets sont apportées les modifications suivantes :

Le 12° modifié par le décret du 30 juin 1988 est remplacé par la disposition suivante :

12° l'Office : l'Office régional wallon des déchets.

Il est ajouté un 14° rédigé comme suit :

— 14° L'Administration régionale : la Direction générale des Ressources naturelles et de l'Environnement du Ministère de la Région wallonne.

Art. 2. Dans l'article 4, alinéa 2, du même décret, les mots « l'Exécutif peut par arrêté délibéré en son sein » sont remplacés par les mots « l'Exécutif peut après avis de l'Office ».

Art. 3. Dans l'article 7, § 1er, du même décret, les mots « l'Exécutif peut » sont remplacés par les mots « l'Exécutif peut, après avis de l'Office ».

Art. 4. Dans l'article 9, § 1er, du même décret, les mots « après avis de l'Office » sont insérés entre les mots « peut » et « agréer ».

Art. 5. Dans l'article 11, § 1er, du même décret, modifié par le décret du 30 juin 1988, les mots « l'Office des déchets » sont remplacés par les mots « l'Office ».

Art. 6. Dans l'article 11, § 2, alinéa 4, du même décret, les mots « trois ans après » sont remplacés par le mot « dès ».

Art. 7. A l'article 11, § 2, alinéa 7, du même décret, le mot « éventuellement » est supprimé.

Art. 8. L'article 21, § 2, alinéa 1er, du même décret est remplacé par : « A cette fin, l'acte d'autorisation fixe un cautionnement dont le montant est déterminé par l'Office et qui est équivalent aux frais que supporteraient les pouvoirs publics s'ils devaient faire procéder à la remise en état. »

L'article 21, § 2, alinéa 3, est remplacé par la disposition suivante : « le cautionnement est constitué par le versement au c.c.p. de la Caisse de Dépôts et Consignations ».

Art. 9. A l'article 21, § 2, alinéa 3, du même décret, les mots « Office des déchets » sont remplacés par le mot « Office ».

A l'article 21, § 3, alinéa 1er et alinéa 2, du même décret, les mots « Office des déchets » sont remplacés par le mot « Office ».

Art. 10. L'article 21, § 4, du même décret est remplacé par la disposition suivante :

« § 4. L'autorité qui a délivré l'autorisation modifie, à la demande de l'Office, le montant du cautionnement en cours d'exploitation, lorsque l'évolution du coût de la remise en état le justifie. »

Art. 11. L'article 21, § 5, alinéa 2, est remplacé par la disposition suivante :

« Si les lieux ne sont pas remis complètement en état dans le délai requis, l'Office fait procéder à la remise en état en prélevant d'office les sommes nécessaires sur le cautionnement.

Si le montant du cautionnement est insuffisant, l'Office récupère à charge de l'exploitant les frais supplémentaires exposés. »

Art. 12. Un article 23bis, rédigé comme suit, est inséré dans le même décret :

« Article 23bis. Quiconque produit ou détient des déchets dangereux sans autorisation, soit pour exploiter une décharge contrôlée selon l'article 19, § 1er, soit pour un dépôt selon l'article 19, § 7, doit, dans le délai fixé par l'Administration régionale, les faire éliminer par un établissement désigné par celle-ci. »

(1) *Session 1990-1991.*

Documents du Conseil, 248 (1990-1991), nos 1 à 5.

Compte rendu intégral. Séance publique du 20 juin 1991.

Discussion. Vote.